#### CHAPITRE I

# 2017, an 0 de la politique française?

« Ce qu'il y a de moins grand en elle [la Révolution], c'est le présent. Elle a des prolongements illimités. »

JEAN JAURÈS cité par François Furet dans Histoire de la Révolution française

Retour sur une « non-révolution »

Ma position est singulière. J'ai vécu de l'intérieur ce que d'aucuns appellent l'« ancien monde ». Pendant neuf ans, j'ai eu l'honneur de travailler auprès de l'ancien président de la République, Jacques Chirac, d'abord en tant que conseiller technique à l'Élysée, puis cinq ans après son départ. J'ai observé les codes, le fonctionnement et les rouages de ce qui a caractérisé cette époque. Je reste aujourd'hui, par mon histoire, très attaché à cette figure politique qui a marqué la vie de la Ve République, et surtout à l'homme que j'ai eu le privilège d'accompagner et de conseiller. Un homme auquel je dois tant et pour lequel j'éprouve une loyauté et une fidélité sincères, ainsi que de l'estime et, pour tout dire, une profonde affection.

Élu député La République En Marche, je suis pourtant devenu un acteur du fameux « nouveau monde » politique né des élections de 2017.

Après avoir observé les coulisses du pouvoir à l'Élysée et accompagné pendant plusieurs années Jacques Chirac dans ses activités d'ancien chef de l'État, j'ai eu la chance de diriger une grande fondation, la Fondation EDF. Elle soutient les initiatives de femmes et d'hommes engagés, investis, mobilisés dans la construction d'une société meilleure. Ce passage « de l'autre côté de la barrière » m'a fait côtoyer la réalité d'une vitalité, d'une dynamique d'engagement, qui, bien que diffuse, irrigue notre société. Les politiques n'ont plus le monopole de l'intérêt général à une époque où on leur reproche, de manière caricaturale, de n'avoir jamais défendu que leurs propres intérêts. C'est un fait. Les Français n'ont pas attendu l'État et les politiques pour s'engager et bâtir la France de demain.

Au cours de ma mission à la tête de la Fondation EDF, j'ai pu découvrir des dizaines et des dizaines de porteurs de projets innovants, qui œuvrent au quotidien à la cohésion de notre société. Parmi eux, le « camp des Milles », ancien centre d'internement de la Seconde Guerre mondiale, m'a profondément marqué. Dans ce lieu ouvert aux citoyens, j'ai été témoin de l'investissement d'une équipe, composée de scientifiques et d'enseignants, tous motivés par la mise en perspective de notre histoire. Notre monde a changé et il est crucial d'en avoir conscience. Pour faire vivre la Mémoire, d'abord, mais aussi pour mobiliser, toujours, sur les dangers d'une histoire qui peut se reproduire. Le camp des Milles nous fait découvrir, année par année, les unes des journaux des années 1930 qui sont retracées et présentées au public. Elles illustrent la

montée des périls dans les conditions du débat public de l'époque et donnent à voir les différentes crises (économique, financière, politique) et logiques qui ont fait basculer le monde dans l'horreur. Je suis attaché à ce lieu, à son équipe, à sa capacité à susciter des prises de conscience. Il éclaire les visiteurs sur les mécanismes individuels et collectifs qui mènent aux totalitarismes. Ce sont, en définitive, toujours les mêmes. Leur cocktail est souvent aussi explosif qu'irrémédiable: crispations identitaires, montée des extrêmes. désignation d'un bouc émissaire... Il nous montre ce que Bertolt Brecht s'attachait à décrire dans Grand-peur et misère du III<sup>e</sup> Reich, non pas principalement l'inhumanité des camps mais bien ce qui peut nous y mener: les failles qui sclérosent notre société, la privation de la parole libre, de la critique, la méfiance généralisée. Il insiste sur la fragilité du « plus jamais ça » que nous connaissons bien.

Le camp des Milles est inspirant. Inquiétant, aussi. Il nous rappelle que nous vivons aujourd'hui, comme rarement dans notre histoire, sous la menace du repli identitaire sans avoir conscience du réel danger qu'il représente pour nos principes démocratiques. Il nous figure la vitesse avec laquelle les choses peuvent basculer. Ainsi, il y a un an et demi, le monde ne se trouvait-il pas à la croisée des chemins? Les Britanniques pouvaient faire le choix de rester dans l'Union européenne, les Américains pouvaient élire Hillary Clinton et nous autres, en France, aurions pu nous réveiller un matin avec, à la présidence de la République, Marine Le Pen.

L'élection d'Emmanuel Macron a été, j'en suis convaincu, un acte de rébellion de la France autant qu'une bouffée d'oxygène. Elle constitue une chance et un acte de confiance dans

l'évolution du monde. Elle doit permettre de rebattre les cartes durablement. Je refuse qu'elle soit considérée comme une simple parenthèse.

Pouvons-nous déjà poser un regard rétrospectif sur ce qui s'est passé avec cette élection? Je le crois. Parce qu'il s'agit en réalité d'un long processus de régénération de la politique francaise qui renvoie tout ce qui a eu lieu avant le 7 mai 2017 dans le passé, à sa juste place dans les livres d'Histoire de France. La véritable révolution que nous avons vécue en 2017 fut enclenchée bien avant le 7 mai. Contrairement à ce que beaucoup ont pu dire, cette élection n'a pas constitué une «révolution» en soi, mais plutôt l'aboutissement d'une tendance lourde. Nous avons vécu ces dernières années et continuerons de vivre une série de révolutions: révolutions numérique, environnementale, géopolitique et, bien sûr, sociétale. L'élection d'Emmanuel Macron n'a été, d'une certaine manière, que le dernier acte d'une lente fracture de la société française qui évolue en permanence. Une fracture inévitable entre des citoyens ancrés au quotidien dans la modernité du xxie siècle et une vie politique, des élus, enferrés dans les schèmes de pensée et les pratiques du siècle précédent. Cette élection a traduit l'expression du profond désir d'une France nouvelle de se mettre en phase avec son siècle.

# Une lente dérive de la politique française

Comment un tel bouleversement politique a-t-il pu survenir? La notion d'engagement, la notion de « politique » au sens noble du terme, celle avec un grand « P », a, reconnaissons-le, peu à peu disparu chez un certain nombre d'élus. Ceux-là sont devenus au fil des années des *carriéristes* de la politique. Des professionnels qui faisaient carrière, cumulaient les mandats et les fonctions, en espérant un jour atteindre le sommet de ce schéma, au fond assez pyramidal. Ce *modus operandi* a montré ses limites. En se « professionnalisant », ces carriéristes ont parfois confondu l'intérêt des citoyens avec leur propre intérêt, celui de leur propre évolution, jusqu'à peut-être en oublier les raisons pour lesquelles ils avaient été élus. Trop de politiques ont dérivé, se sont laissé porter par le courant sans s'adapter à leur environnement. Ils ont oublié leur cap. Pire encore, des pratiques parfois indignes de représentants de la République ont été mises au jour. Peu à peu, la coupe est devenue pleine.

Le 8 décembre 2016, Jérôme Cahuzac, ancien ministre, est condamné à trois ans de prison et à cinq ans d'inéligibilité pour fraude fiscale et blanchiment d'argent. À l'époque, l'avocat général Jean-Christophe Muller résumait le caractère ubuesque de la situation: «Vous vouliez tout et son contraire, disait-il, en même temps, faire fortune d'un côté, s'engager dans les finances publiques du pays, dissimuler de l'argent et donner des leçons de droit fiscal. » C'était déjà trop. Sans accabler celui qui a été sanctionné par la justice, il va de soi qu'il y a eu là comme «une goutte d'eau qui aurait fait déborder le vase ». Cette affaire, lorsqu'elle est survenue, a ravivé un sentiment d'impunité insupportable aux yeux des Français.

La classe politique s'est peu à peu déconnectée du monde réel, des citoyens et de leurs préoccupations. Parallèlement, la pratique de la vie politique et du mandat a progressivement contribué à la constitution de véritables fiefs politiques,

de «seigneuries» dans une logique quasi «néo-féodaliste»<sup>1</sup>. À tel point que le système politique était caractérisé par une confusion générale entre les intérêts du représentant et son rôle politique. Certains allaient même jusqu'à considérer les militants de leur circonscription comme des ressources mises à la disposition de leur ambition personnelle pour remporter des élections. Ces comportements ne sont plus ceux qu'on attend d'une démocratie moderne et efficace: ils ont lentement dérivé vers ceux de l'Ancien Régime, de l'aristocratie usant et abusant de ses privilèges. Cette dérive de la politique française, cette fracture progressive entre le représentant et les citoyens représentés, a miné notre démocratie représentative. Elle a généré plus qu'un manque de confiance: une défiance nouvelle qui marque une rupture dans l'histoire contemporaine de la vie politique française. Les clivages idéologiques et le débat d'idées, auxquels notre pays est si attaché, ont laissé place aux combats électoraux des partis, soudés non pas par l'adhésion à des valeurs et des convictions communes, mais par la conquête du pouvoir, de ses avantages et de ses bénéfices. La notion même de «famille politique » a perdu son sens.

Comment expliquer qu'au sein d'une même organisation politique, des souverainistes puissent cohabiter avec des Européens convaincus, et des libéraux avec des protectionnistes ou des étatistes? Comment imaginer qu'un électeur apporte son crédit ou sa confiance à un parti, si ce dernier n'est pas

<sup>1.</sup> Ce sujet est discuté chez les chercheurs en sciences politiques. Les 1<sup>et</sup> et le 2 juin 2017, un colloque «Fiefs et ancrages politiques» s'était tenu avec le soutien de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, de l'École des Hautes études en sciences sociales et du Centre européen de sociologie et de sciences politiques: www.cessp.cnrs.fr/IMG/pdf/programme-fief.pdf

capable de résoudre ses propres contradictions idéologiques? Que signifiait être socialiste en 2015 ou fin 2016? Était-ce porter la voix de Manuel Valls ou celle de Benoît Hamon? L'un et l'autre expriment des positions contraires sur des sujets essentiels tels que l'Europe, la laïcité, l'économie ou la régulation. Les exemples sont légion. Ainsi, à droite, comment entendre une position commune entre Nadine Morano et Nathalie Kosciusko-Morizet hier, entre Virginie Calmels et Laurent Wauquiez aujourd'hui? Le citoyen qui assiste à cela, qui voit ces hommes et ces femmes s'unir au sein d'une même « famille politique » pour leur propre intérêt, ou pour l'intérêt que peut leur procurer une structure et ses moyens, ne peut pas légitimement attendre de ces derniers des réponses concrètes à ses préoccupations quotidiennes.

Je fais partie de la génération qui a comme premier souvenir historique la chute du mur de Berlin en 1989, et qui a vécu ce que Fukuyama a nommé «la fin de l'histoire²» avec le triomphe de la démocratie libérale. J'ai été, comme chacun, marqué par ce qui demeurera l'autre grand point de rupture contemporain: le 11 septembre 2001.

J'ai la conviction que ces événements ont donné naissance au monde actuel et ont contribué à la nette atténuation des grandes oppositions idéologiques. Ces dernières ont changé de nature. Mais, paradoxalement, les hommes politiques sont bien souvent restés les mêmes. Les débats politiques se résumaient auparavant à l'affrontement entre «deux blocs », l'économie de marché versus l'économie administrée. Le libéralisme contre la

Francis Fukuyama, La Fin de l'histoire et le dernier homme, Flammarion, «Champs Essais», 1995.

collectivisation des moyens de production et la planification. Dans les années 1990, les clivages ont peu à peu glissé, portant moins sur le modèle de développement économique et social que sur l'organisation de la vie en société, la construction européenne, la fin de vie, la laïcité, ou encore le mariage homosexuel. Même la thèse de la « fin de l'histoire » a elle aussi connu une fin. Le triomphe de la démocratie libérale de marché est critiqué jusque dans les régions les plus prospères du monde. À la tête de certains gouvernements, des tenants de la « démocratie illibérale » apparaissent tandis que fleurissent de nouveaux mouvements politiques appelant à davantage de protectionnisme pour lutter contre les effets négatifs de la mondialisation.

# Engagement et aversion

Lorsque les oppositions idéologiques disparaissent, lorsque les combats deviennent plus personnels que programmatiques, lorsque les pratiques paraissent insincères, comment imaginer que les citoyens puissent encore croire en la politique?

La première conséquence de cette décrépitude a été la désaffection massive des Français pour cette politique. Plus précisément, pour ses représentants. Cela s'est manifesté tout d'abord par la baisse importante du nombre d'adhérents aux formations politiques. L'époque où le RPR ou le PCF comptaient entre 500 000 et un million d'adhérents est derrière nous. D'après un communiqué du Parti socialiste, le président du bureau national des adhésions recensait 111 450 adhérents au 30 avril 2016<sup>3</sup>. Les Républicains comptaient 238 208 adhé-

<sup>3.</sup> www.parti-socialiste.fr/parti-socialiste-111-450-adherents-30-avril-2016/

# 2017, AN 0 DE LA POLITIQUE FRANÇAISE?

rents au 1<sup>er</sup> janvier 2016, le Front national, 84000 environ, le MoDem, 14000<sup>4</sup>. Et que dire de l'engagement politique et du militantisme chez les jeunes? À peine 1 % des Français de plus de dix-huit ans avaient une carte dans un parti en 2016<sup>5</sup>. S'engager dans un parti, de près ou de loin, était pour les générations anciennes l'un des seuls moyens de changer le monde. Aujourd'hui, s'engager dans un parti politique traditionnel pour un jeune de vingt ans semble obsolète. Mais ce n'est pas tout. À cette baisse du nombre d'inscrits dans les partis s'ajoute un taux de participation aux élections réduit comme peau de chagrin (que ces élections soient locales, nationales ou européennes).

Un rapport de l'INSEE<sup>6</sup> publié en 2017 pointe, sur quinze ans, la baisse systématique et à chaque fois confirmée de la participation aux élections présidentielles et législatives<sup>7</sup>. Les Français votent désormais principalement pour élire leur président: 21% des inscrits ne se déplacent qu'aux seules élections présidentielles. Parallèlement, le taux d'abstention ne fait que croître: sur 44 millions d'électeurs inscrits sur les listes électorales en 2017, 6,1 millions n'ont pas voté<sup>8</sup>. Le constat est le même pour les élections européennes. Depuis la création du Parlement européen en 1979, à l'origine censé rapprocher l'Europe de ses citoyens, le taux de participation est en constante diminution. Il est même passé de 61%

<sup>4.</sup> Chiffres d'une infographie réalisée par le journal *Le Parisien* en date du 23 avril 2016 intitulée « Militantisme: les partis sont à l'agonie » (www.leparisien.fr/politique/militantisme-les-partis-sont-a-l-agonie-23-04-2016-5739365.php).

<sup>5</sup> Ibid

<sup>6.</sup> Institut national de la statistique et des études économiques.

<sup>7.</sup> www.insee.fr/fr/statistiques/3139173

<sup>8.</sup> www.vie-publique.fr/actualite/alaune/elections-participation-electorale-2017.html

à 42% entre 1979 et 2014°. Les chiffres, édifiants, parlent d'eux-mêmes.

Pourtant, malgré ce désamour réel des Français pour la politique traditionnelle – celle des partis – l'engagement individuel ne semble jamais avoir été aussi fort. La politique, la noble, celle de l'engagement et de l'intérêt général, me paraît plus présente que jamais. L'émergence de nouvelles formes de solidarités, le dynamisme de la vie associative, le succès des campagnes ponctuelles de mobilisation sur une cause illustrent ce grand paradoxe. De même lorsque le peuple est attaqué: les citoyens descendent instinctivement et immédiatement dans la rue délivrer un message de cohésion et défendre nos valeurs.

Le numérique a quant à lui permis de simplifier l'engagement des individus. Cette participation renouvelée est certes plus fragmentée, parfois plus sporadique, mais elle est bien présente. Massive. Constante. Ces formes nouvelles d'engagement participent au renouveau de la notion même d'intérêt général.

# Une quête de sens

L'engagement est une valeur qui se développe. Partout. Pour tous. Désormais, il est aisé pour n'importe quel individu de s'engager, la palette des modalités d'engagement s'étant considérablement élargie; en papillonnant d'une activité à une autre, en jonglant entre des casquettes et des activités

<sup>9.</sup> TNS/Scytl en coopération avec le Parlement européen : www.europarl.europa.eu/elections 2014-results/fr/turnout.html

multiples. Les citoyens ont la possibilité de prendre part à des débats, de devenir bénévoles, de faire don de leur personne ou de leur argent. Tout cela beaucoup plus facilement: en un clic, ou via une application. Et ce phénomène, ce regain de l'engagement sous sa forme la plus belle, se rapproche volontiers de la théorie du «colibri», remise au goût du jour par Pierre Rabhi<sup>10</sup>. Cette évolution dépasse désormais les formes, les structures et les codes de l'engagement classique, qui se caractérisaient par l'adhésion à une structure, le développement d'un fort sentiment d'appartenance à une communauté. La diversification de la notion d'engagement est un phénomène récent, facilité par les outils digitaux. Chacun s'en aperçoit. Je l'observe moi-même chaque jour en tant qu'élu. Combien de chaînes de mobilisation, de pétitions sur Internet, de revendications, de hashtags, qui se déploient de manière virale dans les réseaux sociaux et qui permettent de plaider, de dénoncer, de se mobiliser ou de contribuer à des projets nouveaux d'intérêt général? L'engagement par un simple clic. L'engagement par du temps consacré. L'engagement au long cours, pour une cause élue parmi tant d'autres. Les formes sont désormais multiples. Chacun contribue de manière différente à l'intérêt général. La responsabilité des pouvoirs publics et de l'État est toujours présente, bien sûr, mais il existe désormais une pluralité d'acteurs qui revendiquent tous un engagement fort dans la société. Les entreprises aussi le font de plus en plus avec la généralisation des politiques de responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et le développement des politiques de mécénat, acte libre et volontaire de contribution et de soutien à des causes ou à des actions d'intérêt général. J'ai pu constater au sein de la Fondation EDF l'importance pour une entreprise de

<sup>10.</sup> Pierre Rabhi, Vers la sobriété heureuse, Actes Sud. 2010.

contribuer de manière conséquente à des projets guidés par les valeurs de solidarité et de progrès.

Plus personne ne peut réduire aujourd'hui la sphère privée et le monde de l'entreprise à la seule recherche du profit. Les entreprises comme les individus, par leurs actions, sont à la recherche d'une « quête de sens » générale qui irrigue la société dans son ensemble. Cette quête de sens passe, pour les entreprises, par un engagement « non profit » ayant un impact social et environnemental direct. Bien sûr, il y a un enjeu d'image pour l'entreprise, qui veut engendrer des externalités positives. Mais il existe également, n'en doutons pas, un désir individuel des acteurs de s'engager.

Au fond, nous ne pouvons plus raisonner comme avant, en cloisonnant, voire en « saucissonnant » les activités de chacun: le père (ou la mère) de famille, le salarié, l'électeur, le citoyen au sein de son association, etc. Il s'agit en définitive de la même personne. L'enjeu d'aujourd'hui consiste à créer une dynamique neuve, foncièrement novatrice. Cette vision de l'engagement participe d'une philosophie renouvelée de l'intérêt général. On voit se dessiner ici tout le potentiel humain d'acteurs qui veulent avancer et travailler ensemble, pour un monde plus solidaire et plus inclusif. La mobilisation peut surgir même là où on l'attend le moins, dans les situations les plus tragiques. Ç'a été le cas en 2013 et en 2015, quand notre pays fut frappé par la barbarie. Les Français sont descendus immédiatement et instinctivement dans la rue pour défendre un certain nombre de valeurs, pour ce qu'ils jugeaient être notre socle républicain. C'est au moment où notre pays a été attaqué, où il aurait pu être fragilisé, que l'on a vu des convictions très fortes s'exprimer. En somme, dans ce long mouvement vers

# 2017, AN 0 DE LA POLITIQUE FRANÇAISE?

l'affirmation d'un engagement renouvelé, il y a la conviction que l'intérêt général doit être partagé: entre pouvoirs publics, individus, groupes privés et citoyens.

# Les élections régionales de 2015 : le point de rupture

Il y a eu dans ce désenchantement de la vie politique française un moment que je crois fondateur: le résultat troublant des élections régionales de 2015. Plus de 6 millions de voix se sont portées au premier tour en métropole<sup>11</sup> sur le Front national. L'extrême droite réalisait alors un score historique (passant de 11 % en 2010 à 28 % en 2015<sup>12</sup>). Ce scrutin a représenté pour moi un véritable choc, un terrible traumatisme. Comme pour beaucoup, j'imagine. J'avais déjà vécu les élections de 2002 de l'intérieur, aux côtés de Jacques Chirac. Pour autant en 2015, tout me semble différent. 2002 avait été avant tout la conséquence d'une division sans précédent de la gauche, corrélée à une campagne calamiteuse de Lionel Jospin. Le 21 avril 2002, alors que Jean-Marie Le Pen réalisait une percée surprenante avec 17,79%13 des voix et une qualification inattendue pour le second tour, l'ensemble des responsables politiques, toutes sensibilités confondues, prirent publiquement position pour Jacques Chirac. Y compris ses plus véhéments détracteurs. Dans une forme de réflexe républicain aussi unanime que salutaire. Le soir même, les Français envahissaient la rue. Le

<sup>11.</sup> www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/12/07/comment-le-front-national-a-explose-depuis-le-premier-tour-des-regionales-de-2004\_4826232\_4355770.html 12. *Ibid.* 

<sup>13. 41 192 272</sup> inscrits, 79,71% de taux de participation et 20,29% d'abstention: www. lexpress.fr/actualite/politique/elections/presidentielle-2002/resultats-elections/france. html

sursaut avait été trop tardif, évidemment. Il aurait pu être évité dans les urnes et par le vote. Mais ce 21 avril 2002, la France se ressaisit comme un seul homme. Il y avait incontestablement un sentiment d'inquiétude générale, et pour cause, l'enjeu était de taille. Personne en France ne souhaitait voir basculer le pays dans l'aventure dangereuse de l'extrême droite. En quinze jours, il n'y eut d'ailleurs aucun débat – Jacques Chirac refusant de concéder au Front national cette faveur. Le résultat historique du deuxième tour fut pour la France, et je crois pour le monde, un soulagement.

2015, malheureusement, ne suscite pas la même réaction. Tout comme 2017, d'ailleurs. Le Front national de Marine Le Pen fait désormais partie intégrante du champ politique. Ellemême participe à tous les débats, c'est maintenant admis. En 2015, après avoir caracolé en tête de bon nombre de sondages et d'intentions de vote avant l'élection, le Front national arrive en tête au premier tour dans 6 des 13 nouvelles régions, avec 27,73% des voix au niveau national et plus de 40% des suffrages dans les Hauts-de-France et en PACA. Au soir des élections régionales, il n'y a cette fois-ci personne pour descendre dans la rue afin de s'inquiéter de ce vote. On ne s'en étonne d'ailleurs pas plus que cela, puisque « c'était annoncé ». Deux ans plus tard, Marine Le Pen recueillera 33,94% au second tour de l'élection présidentielle<sup>14</sup> après avoir obtenu 21,3 % des voix au premier<sup>15</sup>. Quatre points de plus que son père en 2002! Peu à peu, l'idée même que l'extrême droite serait dangereuse s'est insidieusement estompée. On accepte désormais que ce parti,

<sup>14.</sup> www.rtl.fr/actu/politique/resultat-election-presidentielle-2017-marine-le-pen-offre-au-front-national-son-meilleur-score-7788443920

 $<sup>15.\</sup> www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/04/23/les-resultats-de-l-election-presidentielle-2017\_5115952\_4355770.html$ 

avec tous les combats qu'il porte, soit un acteur du jeu politique en France. On admet de fait que l'extrême droite puisse remporter une élection. Le choc, par rapport à 2002, est pour moi différent, mais tout aussi violent! La société française, elle, semble réagir différemment. En seize ans, on est passé de la surprise à l'acceptation, de responsables politiques quasiment tous vent debout contre le Front national à une forme de normalité. En 2017, la dédiabolisation du Front national poursuit sa route. Un candidat recalé au premier tour rejoint dans l'entre-deux-tours Marine Le Pen. Et on assiste pour la première fois de l'histoire à un accord politique de gouvernement avec son parti. C'est le mariage de la carpe et du lapin<sup>16</sup>. Les digues ont rompu.

Cette acceptabilité progressive de l'extrême droite constitue une rupture politique majeure. Il fut un temps pas si lointain où, quand dans les intentions de vote le FN était évalué à 13, 14, voire 15%, tous les journaux y consacraient leur une. On se demandait alors si la France était en train de basculer dans l'extrémisme et la xénophobie. En 2015, ce ne sont plus des intentions de vote. Ce sont des résultats officiels à des élections régionales cruciales pour le pays. Le Front national est, à ce moment-là, presque en passe de remporter des élections et de prendre la tête de deux régions françaises. Ce ne fut pas le cas - fort heureusement -, du fait des stratégies d'alliance ou de certains retraits au nom du front républicain. Mais c'est un important séisme, une immense secousse que nous n'avions pas convenablement mesurés. Le soir même, sur les plateaux de télévision, nombreux sont les responsables politiques qui jouèrent cette même vieille musique, la bien connue: « Nous

<sup>16.</sup> Nicolas Dupont-Aignan s'allie à Marine Le Pen pour le second tour des élections.

entendons le message des Français et nous le prenons en compte.» Puis le temps passe et la vie continue, comme si de rien n'était. Conscients de cet électrochoc, beaucoup ont, au contraire, considéré qu'il n'était plus possible de ne rien faire. Réagir. Il fallait réagir. Ce sentiment est lié à une autre intuition: celle que le monde tel qu'il est, face à ses nouveaux défis, se confronte aujourd'hui à un choix de société décisif. Vivre dans une société ouverte, accueillante et tolérante, cherchant avec optimisme des réponses audacieuses aux défis de la mondialisation; ou choisir le repli et considérer avant tout ses propres intérêts nationaux dans un monde toujours plus instable en portant comme projet le cloisonnement des frontières et les questions identitaires.

Trop d'exemples récents illustrent cette tentation des peuples de faire le choix de la peur et du repli. Le choix du pire, l'Italie l'a récemment fait, avec la coalition de l'extrême droite et des populistes. La Pologne, avec le parti Droit et justice (Pis)<sup>17</sup>, et la Hongrie, avec Viktor Orbán, ont suivi ce triste chemin. Il y a le Brésil aussi, qui choisit de porter à sa tête le candidat de l'extrême droite. Mais également, disons-le, les États-Unis avec l'élection du président Donald Trump sur un programme protectionniste, climatosceptique et populiste.

Ce monde est inquiétant. Nous y vivons une phase incertaine de « clair-obscur », propice à voir « surgir les monstres » 18.

À la veille des élections de 2017, si décisives pour l'avenir du pays, nous sommes un certain nombre à constater, et

<sup>17.</sup> Prawo i Sprawiedliwość.

<sup>18.</sup> Antonio Gramsci, Cahiers de prison, Gallimard, «NRF», 1978-1996.

Emmanuel Macron le premier, la nécessité d'une nouvelle offre politique face à cette menace de l'extrême droite qui n'a plus rien d'un fantasme. Il était temps de définir une alternative politique réelle: une proposition politique radicalement neuve qui prenne véritablement la mesure de ce mouvement de défiance démocratique grandissant. Car c'est toute la classe politique et toutes les idéologies qui sont en crise. Et pourtant, le désir des Français de continuer à défendre leurs convictions et leur capacité à se mobiliser sur de grands enjeux d'intérêt national, quand bien même cette mobilisation ne passe plus par les structures et les pratiques politiques traditionnelles, restent intacts.

Conscients de cette responsabilité particulière, nous nous sentons alors dans l'obligation de mener un autre combat et de faire passer un autre message: celui de l'apaisement et du redressement de la France. C'est au fond, je le crois, tout le sens de la création d'En Marche! D'autres le perçoivent également, puisque parallèlement, des mouvements émergent à partir du même constat de l'inadaptation de l'offre politique traditionnelle. Nuit debout était sans aucun doute un précurseur au printemps 2016, avec l'occupation citoyenne prolongée de la place de la République qui a vu naître, en dehors de tout cadre institutionnel, de nouvelles pratiques politiques dans le sillage d'Occupy Wall Street ou des Indignés espagnols: recréation d'agora citoyenne, organisation horizontale sans porte-parole ou figure de proue, et alternance de moments plus festifs et de débats. Le succès des nouveaux mouvements, au premier rang desquels La France insoumise, répond à la même logique. À la nécessité d'un sursaut.

C'est dans ce contexte si particulier qu'a eu lieu l'élection de 2017. Une élection qui a marqué la naissance d'une offre

politique inédite, avec notamment la création et le succès d'En Marche! et la recomposition du champ politique autour de nouvelles polarisations, par-delà les frontières politiques traditionnelles. Dépassements, rapprochements, convergences. Rarement la vie politique avait connu un tel chamboulement. Le mouvement En Marche! aura réussi à prendre la mesure du désir des Français de faire table rase de la politique traditionnelle. Mais il leur proposera cette régénération dans le cadre républicain, au service d'une vision optimiste du futur d'une France décloisonnée. Jamais départi du sentiment de l'urgence face à la catastrophe de l'arrivée au pouvoir des tenants d'une politique xénophobe, identitaire, promouvant le repli. L'enjeu de la création d'En Marche!, c'était d'entendre les ressorts du « dégagisme » et de transformer la politique traditionnelle, obsolète, en promouvant les valeurs d'ouverture, d'accueil, de tolérance, de bienveillance et d'adhésion sans réserve au projet européen. Il fallait acter la fin d'un monde. Seul un nouveau mouvement en était capable.

\* \* \*